

# ASSEMBLÉE NATIONALE

**JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**XV<sup>e</sup> Législature**

**SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020**

Séance(s) du lundi 4 novembre 2019

## Articles, amendements et annexes



# SOMMAIRE

---

## **53<sup>e</sup> séance**

PLF 2020 .....	3
----------------	---

## **54<sup>e</sup> séance**

PLF 2020 .....	8
----------------	---

## 53<sup>e</sup> séance

### PLF 2020

Projet de loi de finances pour 2020

*Texte du projet de loi – n° 2272*

#### SECONDE PARTIE

#### MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

#### TITRE PREMIER

#### AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2020 – CRÉDITS ET DÉCOUVERTS

#### I – CRÉDITS DES MISSIONS

#### Article 38

Il est ouvert aux ministres, pour 2020, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de

501 162 462 802 € et de 478 009 018 493 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

#### Écologie, développement et mobilité durables

ÉTAT B

(Article 38 du projet de loi)

#### RÉPARTITION, PAR MISSION ET PROGRAMME, DES CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

BUDGET GÉNÉRAL

<i>(en euros)</i>		
Mission / Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Écologie, développement et mobilité durables</b>	<b>13 210 600 485</b>	<b>13 274 815 831</b>
Infrastructures et services de transports	3 159 091 688	3 183 707 592
Affaires maritimes	156 070 046	157 300 046
Paysages, eau et biodiversité	195 314 700	201 514 699
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	509 764 713	509 764 713
Prévention des risques	826 510 608	826 689 112
<i>dont titre 2</i>	<i>47 671 569</i>	<i>47 671 569</i>
Énergie, climat et après-mines	2 492 159 300	2 402 350 752
Service public de l'énergie	2 596 808 814	2 673 808 814
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 866 080 616	2 910 880 103

<i>dont titre 2</i>	2 686 331 616	2 686 331 616
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	408 800 000	408 800 000

**Amendement n° 1246** présenté par le Gouvernement.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	2 500 000
Affaires maritimes	4 500 000	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>4 500 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>2 000 000</b>	

**Amendement n° 894** présenté par Mme Cattelot, rapporteure spéciale au nom de la commission des finances, M. Simian et M. Saint-Martin.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	10 000
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-10 000</b>	

**Amendement n° 895** présenté par M. Aubert, rapporteur spécial au nom de la commission des finances, M. Descoeur, Mme Dalloz, M. Abad, M. Viala, M. Reda, Mme Corneloup et Mme Valérie Boyer.

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	2 492 159 300
Service public de l'énergie	0	2 596 808 814
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
Programme à vocation sociale et territoriale (ligne nouvelle)	4 290 728 386	0
Programme Transition énergétique (ligne nouvelle)	798 239 728	0
<b>TOTAUX</b>	<b>5 088 968 114</b>	<b>5 088 968 114</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	2 402 350 752
Service public de l'énergie	0	2 673 808 814
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
Programme à vocation sociale et territoriale (ligne nouvelle)	4 277 919 838	0
Programme Transition énergétique (ligne nouvelle)	798 239 728	0
<b>TOTAUX</b>	<b>5 076 159 566</b>	<b>5 076 159 566</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

**Amendement n° 1179** présenté par M. Coquerel, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguiet, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	646 595 210
dont titre 2	0	646 595 210
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
Personnels relevant du ministère de la cohésion des territoires (ligne nouvelle)	646 595 210	0
<b>TOTAUX</b>	<b>646 595 210</b>	<b>646 595 210</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

**Amendement n° 95** présenté par M. Brun.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	200 000 000	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	200 000 000
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

**Amendement n° 127** présenté par M. Orphelin, M. Castellani, M. Acquaviva, M. Brial, M. Clément, M. Colombani, M. Charles de Courson, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. El Guerrab, M. Falorni, M. Favennec Becot, Mme Josso, M. François-Michel Lambert, M. Molac, M. Pancher, Mme Pinel, M. Pupponi et M. Philippe Vigier.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	200 000 000	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	200 000 000
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	